

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL **DU JEUDI 14 MAI 2009**

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la mairie, le quatorze mai deux mil neuf, à vingt heures trente, sous la présidence de Monsieur Guy COURSAN, Maire.

Etaient présents :

MM. Guy COURSAN, Annie MERVEILLEUX, Eric VILLETTE, Jérôme GOYALLON, Olivier MOLANT, Maylane BACCAM, Jacques FLEURANT, Barbara de MONTBRON, Philippe MOUNIER, Guy PETITPIERRE, Karine SERGENT, Serge TORLINI.

Etaient absentes (excusées) :

MM, Nathalie COPPOLANI, Marie-Sophie BOTHOREL, Virginie COSSEVIN, Marie-Pierre GUILLAS, Nezha ROUGIER, Dominique STANCHIERI, Pierre VENAYRE.

Pouvoir :

Madame Nathalie COPPOLANI à Monsieur Eric VILLETTE
Madame Marie-Pierre GUILLAS à Monsieur Olivier MOLANT
Monsieur Dominique STANCHIERI à Monsieur Guy COURSAN
Madame Marie-Sophie BOTHOREL à Monsieur Guy PETITPIERRE
Madame Nezha ROUGIER à Madame Annie MERVEILLEUX
Monsieur Pierre VENAYRE à Madame Barbara de MONTBRON

Mademoiselle Maylane BACCAM a été élue secrétaire de séance à l'unanimité.

1 – REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DUE PAR FRANCE TELECOM (rappel)

Sur le territoire de la commune France Télécom possède des installations d'emprise au sol, des artères souterraines et des artères aériennes. Pour les années 2004 et 2005 le Maire propose aux membres du conseil d'appliquer les tarifs en vigueur antérieurement, revalorisés en fonction de la moyenne du coût de la construction du 2^{ème} trimestre.

Le Conseil Municipal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29 ;

Vu le Code des postes et des Communications électroniques et notamment l'article L 47 ;

Vu le décret 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances d'occupation du domaine public ;

Considérant que l'occupation du domaine public routier par des opérateurs de télécommunications donne lieu à versement de redevances ;

Considérant que le décret 2005-1676 du 27 décembre 2005 fixe les montants applicables à compter du 1^{er} janvier 2006 et qu'il est nécessaire de recouvrer les redevances dues pour les années antérieures ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

Année 2004

1) de fixer comme suit le montant des redevances d'occupation du domaine public par France Télécom

Artère aérienne = 25.84 € artère souterraine = 25.84 € emprise au sol = 17.22 €

Artère aérienne 4.330 kms x 25.84 € = 111.89 €

Artère souterraine 51.327 kms x 25.84 € = 1 326.29 €

Emprise au sol 1.00 m2 x 17.22 € = 17.22 €

Total 1 455.40 €

2) d'inscrire ce montant de 1 455.40 € au compte 70323 du budget de l'exercice 2009.

3) de charger Monsieur le Maire du recouvrement des sommes impliquées.

Vote à l'unanimité.

Année 2005

1) de fixer comme suit le montant des redevances d'occupation du domaine public par France Télécom

Artère aérienne = 26.84 € artère souterraine = 26.84 € emprise au sol = 17.88 €

Artère aérienne	4.330 kms x 26.84 € =	116.22 €
Artère souterraine	51.327 kms x 26.84 € =	1 377.62 €
Emprise au sol	1.00 m2 x 17.88 € =	17.88 €
	Total	1 511.72 €

2) d'inscrire ce montant de 1 511.72 € au compte 70323 du budget de l'exercice 2009.

3) de charger Monsieur le Maire du recouvrement des sommes impliquées.

Vote à l'unanimité.

Année 2006

Le Maire propose aux membres du conseil de fixer au tarif maximum le montant des redevances d'occupation du domaine public routier dues par les opérateurs de télécommunications.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29 ;

Vu le Code des postes et des Communications électroniques et notamment l'article L 47 ;

Vu le décret 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances d'occupation du domaine public ;

Considérant que l'occupation du domaine public routier par des opérateurs de télécommunications donne lieu à versement de redevances en fonction de la durée de l'occupation de la valeur locative et des avantages qu'en tire le permissionnaire ;

Après en avoir délibéré, décide

1) d'appliquer les tarifs maxima prévus par le décret précité pour la redevance d'occupation du domaine public routier due par les opérateurs de télécommunications, à savoir :

- 30 € par kilomètre et par artère en souterrain ;

- 40 € par kilomètre et par artère en aérien ;

- 20 € par m² au sol pour les installations autres que les stations radioélectriques (cabines notamment) ;

Sachant qu'une artère correspond à un fourreau contenant ou non des câbles (ou un câble en pleine terre) en souterrain et à l'ensemble des câbles tirés entre deux supports en aérien.

2) de fixer comme suit le montant des redevances d'occupation du domaine public par France Télécom

Artère aérienne = 40.00 € artère souterraine = 30.00 € emprise au sol = 20.00 €

Artère aérienne	4.330 kms x 40.00 € =	173.20 €
Artère souterraine	51.327 kms x 30.00 € =	1 539.81 €
Emprise au sol	1.00 m2 x 20.00 € =	20.00 €
	Total	1 733.01 €

3) De revaloriser chaque année ces montants en fonction de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics.

4) D'inscrire annuellement cette recette au compte 70323.

5) De charger Monsieur le Maire du recouvrement de ces redevances en établissant annuellement un état déclaratif ainsi qu'un titre de recettes.

Vote à l'unanimité.

Année 2007

1) de fixer comme suit le montant des redevances d'occupation du domaine public par France Télécom

Artère aérienne = 42.26 € artère souterraine = 31.69 € emprise au sol = 21.13 €

Artère aérienne 4.330 kms x 42.26 € = 182.99 €

Artère souterraine 51.327 kms x 31.69 € = 1 626.55 €

Emprise au sol 1.00 m2 x 21.13 € = 21.13 €

Total 1 830.67 €

2) De revaloriser chaque année ces montants en fonction de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics.

3) D'inscrire annuellement cette recette au compte 70323.

4) De charger Monsieur le Maire du recouvrement de ces redevances en établissant annuellement un état déclaratif ainsi qu'un titre de recettes.

Vote à l'unanimité

Année 2008

1) de fixer comme suit le montant des redevances d'occupation du domaine public par France Télécom

Artère aérienne = 47.34 € artère souterraine = 35.51 € emprise au sol = 23.67 €

Artère aérienne 4.330 kms x 47.34 € = 204.98 €

Artère souterraine 51.327 kms x 35.51 € = 1 823.12 €

Emprise au sol 1.00 m2 x 23.67 € = 23.67 €

Total 2 051.77 €

2) De revaloriser chaque année ces montants en fonction de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics.

3) D'inscrire annuellement cette recette au compte 70323.

4) De charger Monsieur le Maire du recouvrement de ces redevances en établissant annuellement un état déclaratif ainsi qu'un titre de recettes.

Vote à l'unanimité

Ces sommes représentent un total de 8 582.57 €. Le Conseil Municipal autorise le Maire à encaisser ces sommes.

Vote à l'unanimité.

2 – ACCUEIL PETITE ENFANCE - ENFANCE

Petit rappel historique

Une enquête publique à été déclarée en décembre 2008 pour le déclassement de 2 parcelles du domaine public pour les intégrer dans le domaine communal.

Le but : vendre ces terrains pour financer le projet de construction d'un accueil pour la petite enfance. Les deux parcelles ZB 165 et 167 au fief Girard sud forment une superficie de 2 529 M². Un géomètre a été

diligenté pour faire le bornage du périmètre des 2 parcelles à diviser. Plusieurs esquisses ont été proposées avec 2 ou 3 maisons et un espace vert obligatoire. Monsieur Molant précise que pour une question d'harmonie l'esquisse 3 parcelles, 549 m², 635 m², 634 m² et un espace vert de 485 m² a été retenue. La parcelle de 226 m² reste en voie aménageable. Le prix au m² viabilisé proposé est de 220 €. Une première estimation sur le coût de la viabilisation et des travaux s'élève à 100 000 €. Deux autres devis sont attendus.

Le Conseil Municipal doit délibérer sur :

- le prix au m² de 220 €
- la vente des 3 terrains
- donner l'autorisation au maire de lancer les travaux au vu de la meilleure proposition (viabilisation travaux).

L'objectif = vendre rapidement. La vente des terrains engrangerait une recette d'environ 300 000 €.

Vote à l'unanimité pour les 3 points évoqués

Accueil Petite enfance

Nous avons eu l'opportunité de récupérer une maison et un jardin situés dans l'enceinte scolaire à côté de la cantine. L'idée nouvelle serait de faire tout un pôle **petite-enfance – enfance** dans un même lieu, en reliant la cantine à la maison ce qui permettrait de régler les problèmes de cuisine et de salle à manger en mettant tout aux normes et créer en même temps notre structure type mini crèche.

L'idée du multi accueil serait abandonnée car trop risquée au niveau des dépenses de fonctionnement. Un gros budget de départ également qui ne correspondait peut-être pas à la capacité financière de la commune de La Jarne.

Avant d'annoncer cette nouvelle Monsieur le Maire précise qu'il a rencontré la présidente du SIVU Angoulins/La Jarne pour lui faire part de ce projet. A priori, l'élue d'Angoulins n'a pas été choquée par cette nouvelle sachant que seule La Jarne participe à l'investissement de cette structure et que le budget fonctionnement demeure très lourd. La mini crèche correspond à 9 places pour 3 encadrants et un budget de fonctionnement 3 fois moins important.

Monsieur Mounier demande si une étude de faisabilité sera faite.

Monsieur Coursan répond que cela fait partie de l'avant projet.

Monsieur Petitpierre demande la différence entre une halte garderie et une mini crèche.

Le Maire interrompt la séance pour donner la parole à notre coordinateur SIVU à 21 h 30 et la reprend à 21 h 45. Maylane BACCAM demande si cela posera un problème vis-à-vis des aides maternelles. Le Maire précise qu'il faut les deux, c'est l'idéal pour que les parents désireux de choisir un type de garde plutôt qu'un autre.

Le Maire rappelle également que nous possédons une structure très appréciée pour les assistantes maternelles, le RAMPE (Relais Assistante Maternelle Parents Enfants).

Monsieur Villette informe que Dominique Stanchieri a rencontré l'ingénieur chargé des études (pour le compte de la CDA) qui propose ses services durant l'été pour nous aider dans nos démarches d'étude de faisabilité.

Le projet mini crèche jumelé d'une cantine aux normes est adopté à l'unanimité.

3 - QUESTIONS DIVERSES

Correspondant Défense

Monsieur le Maire laisse la parole à Monsieur Mounier qui nous fait un compte rendu de la réunion des correspondants défense.

Le 29 avril 2009 à 18 h a eu lieu à la mairie de Lagord la première réunion d'information des correspondants défense des municipalités de l'arrondissement de La Rochelle. Cette réunion présidée par monsieur de Roquefeuille, directeur de cabinet du préfet 17, rassemblait une trentaine d'élus correspondants défense de la zone concernée, des militaires, des fonctionnaires ainsi que des membres de l'I.H.E.D.N.

Le colonel Rames, délégué militaire départemental, et son adjoint le lieutenant-colonel Cortes, ont présenté la délégation militaire départementale (DMD) et sa mission.

Ils ont ensuite rappelé la mission du correspondant défense au sein d'une municipalité : sensibiliser les citoyens aux questions de défense et promouvoir l'esprit de défense ; être les interlocuteurs privilégiés des autorités civiles et militaires du département dans ce domaine (réseau = préfet, DMD, association des maires 17, ONAC 17, autres communes au moins du canton).

Ils ont présenté les trois domaines d'action du correspondant défense :

1. L'actualité de la défense.
2. Le parcours citoyen (trois étapes : enseignement de défense en 3^o et 1^o ; recensement ; journée d'appel de préparation à la défense), avec un effort sur le recensement dont la commune est responsable.
3. Le devoir de mémoire, la reconnaissance et la solidarité.

Mais le correspondant défense s'occupe également des questions liées à la défense civile, à la réserve communale de sécurité et à la réserve citoyenne.

Un représentant du bureau du service national de Poitiers a présenté cet organisme et ses missions, avant tout liées au recensement et aux JAPD.

Monsieur de Kersabiec, directeur départemental de l'office national des anciens combattants (ONAC) a présenté son service et l'aide qu'il pouvait apporter.

Cette réunion a été profitable. Elle a permis aux correspondants défense de se rencontrer, de faire connaissance et de recevoir un certain nombre d'informations utiles.

Philippe Mounier, correspondant défense, est à la disposition du maire et du conseil municipal pour toute intervention sur ce sujet.

Monsieur le Maire remercie Monsieur Mounier pour son implication.

Séance levée à 21H 45

La secrétaire de séance,
Maylane BACCAM

Le Maire,
Guy COURSAN